



## Communiqué de presse GA/10263

### Assemblée générale

11<sup>e</sup> & 12<sup>e</sup> séances plénières – matin & après-midi

### LES QUESTIONS DU CONTINENT ASIATIQUE AU CENTRE DES INTERVENTIONS DEVANT L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Des velléités indépendantistes de Taiwan au problème du nucléaire dans la péninsule de Corée, en passant par la coopération régionale, les questions asiatiques ont été au centre des différentes interventions à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui entamait aujourd'hui la deuxième et dernière semaine de son débat général.

Parmi les 10 pays issus du continent asiatique qui se sont exprimés, la Chine a redit sa « détermination » à travailler à une réunification nationale pacifique, selon la politique « un pays, deux systèmes ». Cette stratégie ne saurait tolérer l'indépendance de Taiwan, a assuré son Ministre des affaires étrangères, M. Li Zhaoxing, estimant que les « activités séparatistes des autorités taiwanaises » menaçaient la stabilité de toute la région Asie-pacifique. Il est dans l'intérêt de la stabilité du Détroit de Taiwan et de la paix mondiale que la communauté internationale réfrène les activités indépendantistes de Taiwan, a-t-il ajouté.

La réunification, également à l'ordre du jour dans la péninsule coréenne, est un préalable à une paix durable dans la région, a estimé M. Choe Su Hon, Vice-Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), pour qui la division nationale est le fait de « forces extérieures ». Le danger de guerre qui, selon lui, monte en raison des mesures prises par les États-Unis pour isoler et étouffer la RPDC, justifie que celle-ci se soit dotée d'une « puissance de défense militaire solide pour préserver la paix et la stabilité ». La RPDC n'a pas d'autre choix que de posséder un « facteur de dissuasion nucléaire » face à la situation dans laquelle, selon lui, les États-Unis l'ont placée en tentant de l'éliminer par la force et en la désignant comme membre de l'« Axe du mal » et comme cible d'actions nucléaires préventives. Si les États-Unis abandonnent leur « politique hostile », la RPDC est prête à la dénucléarisation, a déclaré M. Choe Su Hon.

Plusieurs ministres ont également insisté sur le rôle des organisations régionales en tant que piliers de la coopération multilatérale, citant notamment l'Association des Nations asiatiques du Sud-Est (ANASE). « La création de blocs régionaux et sous-régionaux est plus que jamais nécessaire afin de renforcer les fondations multilatérales des Nations Unies », a jugé M. Surakiart Sathirathai, Ministre des affaires étrangères de la Thaïlande. Outre l'ANASE, il a évoqué la Stratégie de coopération économique, qui regroupe la Thaïlande et ses voisins du Cambodge, du Laos, du Myanmar et du Viet Nam, ou encore la Communauté Est Asiatique. Son homologue indonésien, M. N. Hassan Wirajuda, a, lui, évoqué la prochaine tenue à l'occasion de la célébration du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Conférence de Bandung, en 2005, à Jakarta, d'une réunion des pays africains et asiatiques dans le but de parvenir à la définition d'un partenariat stratégique et d'obtenir un cadre de relations internationales plus équitables.

Parmi les suggestions faites par les différents orateurs, le Ministre chinois des affaires étrangères a souhaité la mise en place d'un nouveau concept de sécurité fondé sur la confiance mutuelle et les intérêts partagés, l'égalité et la coopération. Ce nouveau concept passe, selon lui, par le dépassement des différences idéologiques entre les nations, le respect des intérêts de sécurité de chaque pays, la promotion de relations internationales plus démocratiques et la recherche de solutions pacifiques aux conflits. M.

Nizar Obaid Madani, Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Arabie saoudite, considérant que le terrorisme exigeait en tant que phénomène mondial une action conjointe de tous les pays, a annoncé pour sa part que son pays était disposé à accueillir à Riyad, du 5 au 8 février, une conférence internationale sur la lutte contre le terrorisme. Le but de cette conférence, a-t-il précisé, sera d'échanger des informations et des expériences de terrain et d'examiner les moyens de combattre cette menace universelle.

Outre les orateurs cités, les chefs du Gouvernement de la Malaisie, les Vice-Premiers Ministres de la République arabe syrienne, de la République démocratique populaire lao, du Cambodge et du Turkménistan, les Ministres des affaires étrangères des Philippines, d'Oman, de l'Ouzbékistan, de la Jamaïque, de la Barbade, de la Jordanie, de la Guinée, de l'Ukraine, de la Côte d'Ivoire, du Kenya, le Vice-Ministre des affaires étrangères du Viet Nam et le Chef de la délégation de la Mongolie ont également pris la parole.

L'Assemblée générale poursuivra son débat général demain matin, à 10 heures.

## Déclarations

M. DATO'SERI HAJI ABDULLAH AHMAD BADAWI, Premier Ministre de la Malaisie, a estimé qu'il fallait prendre les mesures nécessaires afin que les Nations Unies ne soient plus jamais marginalisées. Rappelant les récents « échecs » du multilatéralisme, qu'il s'agisse de l'invasion de l'Iraq ou du blocage des négociations de l'OMC à Cancun, au Mexique, M. Badawi a jugé qu'il était temps de réaffirmer le rôle central que jouent les Nations Unies dans le maintien de l'ordre international. Pour ce faire, a-t-il indiqué, l'Assemblée générale doit être revitalisée, et le Conseil économique et social doit être renforcé pour pouvoir servir plus efficacement les intérêts des pays en voie de développement. Ajoutant que « les faibles et les petits périraient si la loi de la jungle venait à s'appliquer », le Premier Ministre de la Malaisie a plaidé pour la réforme du Conseil de sécurité, afin de le rendre plus démocratique et représentatif. Il a également proposé de réguler l'usage du droit de veto, qu'il a qualifié d'« injuste », notamment en permettant à l'Assemblée générale d'émettre une catégorie de résolutions capable d'outrepasser un veto du Conseil de sécurité. M. Badawi a par ailleurs rappelé l'engagement de son pays à lutter contre le terrorisme, tout en soulignant qu'il était important de s'attaquer aux racines du mal. Il a également estimé qu'il fallait mettre un terme aux « préjugés et à la bigoterie » déclenchés par les événements du 11 septembre, soulignant que le monde musulman était depuis sujet à des « stéréotypes injustes », dont le plus préjudiciable était l'association entre cette religion et le terrorisme international.

M. FAROUK AL-SHARA, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République arabe syrienne, a déclaré que les peuples des pays en développement se demandaient pourquoi des centaines d'avions de chasse et des milliers de soldats étaient transportés d'un continent à un autre, et pourquoi des milliards de dollars étaient dépensés pour un changement de régime dans un pays donné alors que ces ressources pouvaient être dépensées, même partiellement, pour financer des projets d'éducation ou de développement dans ces pays. Le dilemme auquel nous sommes actuellement confrontés sur la scène internationale est exacerbé par les solutions militaires, a-t-il estimé. S'agissant du conflit israélo-palestinien, M. Farouk Al-Shara a affirmé qu'Israël avait transformé son armée régulière en gangs qui procédaient à des meurtres systématiques et à des crimes de guerre contre les Palestiniens, tous perpétrés sur les territoires qu'il occupe, en Cisjordanie et à Gaza. Selon lui, Israël partage une responsabilité importante dans l'intensification et l'aggravation des difficultés américaines en Iraq, en empêchant la reprise du processus de paix malgré la main tendue par les Palestiniens, les Syriens et les Libanais. Le Ministre syrien a également souligné que son pays demeurerait prêt à coopérer avec ses voisins et toutes les parties concernées, dont les Nations Unies, pour permettre au peuple iraquien de gouverner lui-même, de gérer ses ressources et d'établir des relations optimales avec ses voisins. Selon M. Al-Shara, ce dont manque le processus de paix au Moyen-Orient, c'est d'une décision israélienne stratégique, comparable à la décision syrienne d'aboutir à la paix dans la région.

M. LI ZHAOXING, Ministre des affaires étrangères de la Chine, a estimé que l'humanité avançait vers la lumière et le progrès. Il a cependant souligné que les « sombres nuages de la guerre » ne se dissipaient pas, citant le terrorisme et les autres problèmes transfrontaliers que sont la prolifération des armes de destruction massive, le trafic de drogue, le crime organisé et l'immigration illégale. Il a souhaité la mise en place d'un nouveau concept de sécurité fondé sur la confiance mutuelle et les intérêts partagés,

l'égalité et la coopération. Ce nouveau concept, a-t-il poursuivi, passe par le dépassement des différences idéologiques entre nations, le respect des intérêts de sécurité de chaque pays, la promotion de relations internationales plus démocratiques et la recherche de solutions pacifiques aux conflits, à travers le dialogue. Le développement constitue la base du progrès de l'humanité, a estimé M. Li. Il a appelé la communauté internationale à mettre en place un système commercial multilatéral ouvert et juste. Il a également souhaité une réforme du système financier international. Les pays développés doivent honorer leurs engagements en faveur de la réduction de la dette, du transfert de technologie et de l'accès aux marchés, a-t-il estimé. Quant aux pays en développement, a-t-il ajouté, ils doivent renforcer la coopération Sud-Sud.

La Chine reste indéfectiblement attachée à sa souveraineté et à son intégrité territoriale et ne tolèrera aucune ingérence dans ses affaires intérieures, a déclaré M. Li. Il a estimé que la Chine poursuivait un développement pacifique qui ne menaçait personne et que les intérêts nationaux de la Chine contribuaient aux intérêts de l'humanité tout entière. Taiwan fait partie intégrante du territoire chinois, a poursuivi M. Li. Il a estimé que 1 milliard 300 millions de Chinois étaient fermement résolus à obtenir au plus tôt la réunification nationale. Le Gouvernement chinois est déterminé à travailler à une réunification pacifique, a-t-il assuré, selon la politique « un pays, deux systèmes ». En aucun cas nous ne tolérerons l'indépendance de Taiwan ni n'autoriserons quiconque à séparer Taiwan du reste de la Chine, a-t-il déclaré. Il a estimé que les « activités séparatistes des autorités taiwanaises » menaçaient la stabilité de toute la région Asie-pacifique. Et il a indiqué qu'il attendait de la communauté internationale qu'elle réfrène les activités indépendantistes, dans l'intérêt de la stabilité du détroit de Taiwan et de la paix mondiale.

M. N. HASSAN WIRAJUDA, Ministre des affaires étrangères de l'Indonésie, a fait valoir la transformation remarquable qui est en train de s'opérer dans son pays, alors que 125 millions d'électeurs viennent la semaine dernière d'élire le Président et le Vice-Président par le biais d'élections justes et démocratiques. Il a souligné les difficultés liées à l'organisation de consultations électorales dans un pays qui compte 230 millions d'habitants et 575 000 bureaux de vote sur 6 000 îles et archipels. Il a expliqué que l'Indonésie- le plus grand pays musulman au monde- était la démonstration que l'Islam pouvait être un bastion de la démocratie et de justice sociale. Il a indiqué que les efforts du gouvernement avaient permis de ramener le nombre d'Indonésiens vivant sous le seuil de pauvreté à son niveau d'avant la crise asiatique. Grâce à la maîtrise de l'inflation et la mise en place de programmes sociaux, nous espérons cette année une croissance de 4,8% ce qui nous permettra de mieux combattre la pauvreté, a-t-il dit. Il a souhaité la mise en place d'un environnement international plus démocratique, ce qui passe par une composition du Conseil de sécurité reflétant mieux la réalité géopolitique internationale. Il a remercié le Gouvernement australien d'avoir proposé l'année dernière que l'Indonésie y obtienne un siège permanent. L'Indonésie, a-t-il rappelé, est au troisième rang des démocraties pluralistes au monde, et au quatrième rang en matière de population. Elle peut être la voix de l'Islam modéré au Conseil.

L'Indonésie s'est engagée à assurer des relations bilatérales productives avec ses voisins et notamment le Timor Lest, a dit l'intervenant. Soulignant la contribution des organisations régionales en tant que piliers de la coopération multilatérale, il a attiré l'attention sur les progrès de l'Association des Nations asiatiques du Sud-Est (ANASE) pour parvenir à une véritable communauté d'ici 2020. Il a mentionné la prochaine tenue à l'occasion de la célébration du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Conférence de Bandung, en 2005, à Jakarta, d'une réunion des pays africains et asiatiques dans le but de parvenir à la définition d'un partenariat stratégique et d'obtenir un cadre de relations internationales plus équitables. Affirmant que son gouvernement ne se laissera pas intimider par les terroristes, il a jugé indispensable de considérer les causes profondes de ce fléau que sont les inégalités sociales et économiques.

M. ALBERTO G. ROMULO, Ministre des affaires étrangères des Philippines, a souligné que face aux nouveaux défis auxquels la communauté internationale est confrontée, les organes des Nations Unies doivent se réformer. Mais il faut pour cela atteindre un consensus de tous les États Membres de l'Organisation. Son pays, qui siège actuellement au Conseil de sécurité, notamment, estimé que le Japon devait être pris en considération pour obtenir un siège de membre permanent du Conseil de sécurité. Le Ministre a ensuite dressé la liste des maux qui pèsent sur les peuples, y compris le VIH/sida, le trafic des êtres humains, la prolifération des armes de destruction massive ainsi que des armes légères classiques, et le terrorisme. Face à ces nouvelles menaces qui pèsent sur les peuples, a-t-il poursuivi, il faut encourager le dialogue entre civilisations. En insistant que les différences entre les peuples, qu'elles soient de nature

religieuse ou culturelle, ne doivent jamais servir de base à la mésentente ou au conflit, il a souligné le besoin d'atteler le potentiel du « secteur religieux » au service des objectifs de la Charte.

M. Romulo a rappelé les négociations en cours dans son pays pour lutter contre le séparatisme et le terrorisme, ajoutant qu'il faut, autant que faire se peut, résoudre les conflits avant qu'ils ne dégèrent et que le terrorisme ne puisse germer. Avec la coopération de l'Organisation de la conférence islamique, a-t-il noté, l'autonomie pacifique s'est substituée à la violence sécessionniste aux Philippines du sud. Pour ce qui est de la lutte contre la pauvreté et en faveur du développement, des solutions nouvelles peuvent être trouvées, a-t-il dit. Il a, notamment, remarqué le rôle positif du microcrédit et de la microfinance dans ce domaine. La mobilisation des revenus des ressortissants vivant à l'étranger est également essentielle, comme le prouve l'exemple des Philippines. Toutefois, le Ministre a exhorté les pays développés à tenir leur engagement de verser 0,7% de leur PIB en Aide publique au développement et à réduire les subventions à leur secteur agricole, ce qui permettrait d'augmenter les revenus dans les pays en développement, et en particulier ceux des agriculteurs. Les Philippines soutiennent le projet de Fonds pour la démocratie lancé par les États-Unis, a conclu le Ministre.

M. NIZAR OBAID MADANI, Vice-Ministre des affaires étrangères de l'Arabie saoudite, a affirmé que son pays, qui rejetait le terrorisme sous toutes ses formes et ses manifestations, collaborait avec la communauté internationale pour éradiquer ce fléau mondial. Soulignant que son Gouvernement avait récemment pris une série de mesures qui prouvaient sa détermination à combattre le terrorisme, il a néanmoins estimé que des crimes commis par une poignée de criminels et de bandits mal avisés ne pouvaient justifier que l'on incriminât toute une société et une culture. M. Madani, qui a estimé que le terrorisme exigeait en tant que phénomène mondial une action conjointe de tous les pays, a annoncé que l'Arabie saoudite avait décidé de recevoir à Riyad, du 5 au 8 février, une conférence internationale sur la lutte contre le terrorisme. Le but de cette conférence, a-t-il précisé, sera d'échanger des informations et des expériences de terrain et d'examiner les moyens de combattre cette menace universelle. Ce sera également l'occasion, a-t-il ajouté, d'en savoir davantage sur les pratiques scientifiques et techniques pertinentes pour combattre non seulement le terrorisme, mais pour empêcher aussi le blanchiment de l'argent sale, les trafics de drogues et d'armes. Par ailleurs, M. Madani a affirmé que son pays condamnait l'escalade continue de la violence contre le peuple palestinien et l'insistance du Gouvernement israélien à établir et étendre ses colonies.

S'agissant de la situation en Iraq, il a plaidé en faveur d'un rôle renforcé des Nations Unies pour aider le Gouvernement iraquien dans ses efforts de reconstruction et dans la poursuite du développement du processus politique. Il a rappelé l'idée de son pays, non concrétisée jusqu'à présent, de déployer des contingents islamiques en Iraq, avec le consentement du Gouvernement iraquien et sous la supervision des Nations Unies, dans le but de remplacer, et non de compléter, les forces multilatérales. Il a en outre indiqué que l'Arabie saoudite appuyait les efforts du Gouvernement soudanais pour rétablir la stabilité au Darfour et régler la situation humanitaire.

M. YOUSEF BIN ALAWI BIN ABDULLAH, Ministre des affaires étrangères d'Oman, a estimé qu'il était « urgent » de mettre fin à l'atmosphère d'incertitude et de pessimisme qui entoure actuellement le travail des Nations Unies. Il a notamment jugé que le Conseil de sécurité passait trop de résolutions relatives à des questions d'ordre secondaire, ce qui en amoindrissait le prestige et limitait la capacité des Nations Unies à traiter de problèmes prioritaires qui influent directement sur la paix et la sécurité internationales. Le Conseil, a-t-il ajouté, ne devrait pas s'ingérer dans les « affaires internes » des pays membres afin d'être capable de maintenir un consensus lorsque des questions relatives à la paix et la sécurité internationales sont examinées. Par ailleurs, M. Bin Alawi Bin Abdullah a plaidé pour l'implémentation de la Feuille de route afin de régler le problème de la Palestine, de même que la poursuite de l'occupation par Israël de territoires arabes en Syrie et au Liban. Il a également indiqué que son pays soutenait le gouvernement transitoire iraquien, et que les forces de sécurité iraqiennes avaient prouvé leur efficacité à lutter contre le terrorisme. Le Ministre des affaires étrangères d'Oman a aussi tenu à souligner l'importance d'un ordre économique plus juste -basé notamment sur l'allègement de la dette des pays les moins développés et sur un commerce international non discriminatoire- afin de promouvoir le développement durable des pays en développement, étape indispensable pour éradiquer la pauvreté, a-t-il ajouté.

M. SODYQ SAFAEV, Ministre des affaires étrangères de l'Ouzbékistan, a estimé que l'Asie centrale offrait un bon exemple de la combinaison entre les forces contradictoires qui s'exercent sur la planète. D'un côté, les peuples de la région sont en quête d'intégration dans la communauté internationale, de l'autre, ils doivent faire face à des menaces transnationales, telles que le terrorisme, l'extrémisme et le trafic de drogue, a-t-il expliqué. Il a estimé que, pour lutter efficacement contre le terrorisme international, il fallait d'abord s'attaquer à ses racines idéologiques, l'extrémisme et le fanatisme religieux. Il a vigoureusement rejeté tout lien entre le terrorisme international et l'Islam, religion qu'il a qualifiée de «tolérante et éclairée» qui, a-t-il ajouté, a apporté une «immense contribution à l'histoire de l'humanité». M. Safaev a estimé que la sécurité mondiale ne pourrait être assurée que graduellement, par des actions prises au niveau régional. Faire de l'Asie centrale une zone exempte d'armes nucléaires est une priorité de la politique étrangère de l'Ouzbékistan, a-t-il affirmé, en invitant les membres permanents du Conseil de sécurité à contribuer, en collaboration avec les pays de la région, à la rédaction du traité et du protocole pertinents.

Le Ministre a souligné l'implication de son pays en Afghanistan, pays qui, par son histoire et par sa géographie, fait partie, at-il estimé, de l'Asie centrale. Deux millions et demie de tonnes d'aide alimentaire à destination de l'Afghanistan ont déjà transité par le territoire ouzbèk, at-il indiqué. Il a également appelé la communauté internationale à soutenir l'initiative de son pays pour la mise en place en Asie centrale d'un centre régional de coordination et d'information sur le trafic de drogue, qui prolifère, a-t-il dit, à partir de l'Afghanistan. Au niveau économique, il a souhaité le soutien des Nations Unies à l'établissement d'un marché commun régional, ainsi qu'à la création d'un couloir de transport «Trans-afghan», qui permettrait de surmonter l'enclavement régional en reliant l'Asie centrale au Golfe persique. M. Safaev a par ailleurs apporté son soutien aux candidatures de l'Allemagne et du Japon à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité.

M. D. KNIGHT, Ministre des affaires étrangères de la Jamaïque, a souhaité que l'examen décennal du programme d'action de la Barbade pour les petits États insulaire en développement qui se tiendra à Maurice en janvier 2005, soit l'occasion de se pencher tout particulièrement sur la vulnérabilité de ces États face aux catastrophes naturelles. S'inquiétant du fossé qui se creuse entre les riches et les pauvres, il a déclaré que la coopération internationale aux fins du développement devait être au centre de toutes nos délibérations. Même si des progrès ont été réalisés depuis la conférence de Monterrey en 2002, il nous faut plus d'efforts de la communauté internationale pour parvenir à un système économique international plus démocratique et transparent, qui sache répondre aux besoins et priorités des pays en développement. Par ailleurs, le ministre jamaïcain s'est particulièrement inquiété des conséquences du trafic d'armes dont les petits États sont les premières victimes alors qu'ils ne les produisent pas. Illustrant son propos, il s'est référé à une étude de 2004 indiquant que ce fléau causait la mort de 200 à 270 000 civils par an, dont 40% en Amérique latine et dans les Caraïbes. Dans le contexte de 2004, Année internationale de commémoration de la lutte contre l'esclavage et de son abolition, il a tout particulièrement salué l'événement que constitue le 200<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance d'Haïti, qui fut la première nation libre de l'hémisphère ouest. Il a souhaité que ce pays puisse obtenir toute l'aide internationale nécessaire pour lui permettre de reconstruire sa démocratie et une stabilité politique, économique et sociale. Enfin, il a tenu à rappeler que cette année marquait le 10<sup>ème</sup> anniversaire de la création de l'Autorité internationale des fonds marins qui a son siège en Jamaïque.

M. CHOE SU HON, Vice-Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), a déclaré que la division nationale sur la péninsule coréenne, engendrée par des forces extérieures, durait depuis plus d'un demi-siècle et que le danger de guerre montait en raison des mesures prises par les États-Unis pour isoler et étouffer la RPDC. En ce moment même, a-t-il ajouté, toutes les formes de matériel de guerre sophistiqué sont déployées à l'intérieur et autour de la péninsule coréenne, en visant la RPDC. Cette situation justifie clairement, à ses yeux, que la RPDC se soit dotée d'une puissance de défense militaire solide pour préserver la paix et la stabilité. Selon M. Choe Su Hon, la réunification du pays est le préalable d'une paix durable dans la péninsule coréenne. Les États-Unis ne devraient plus entraver les efforts déployés par le Nord et le Sud de la Corée pour entreprendre la réunification nationale, a-t-il considéré. Par ailleurs, le délégué de la RPDC a réitéré la position de son pays sur la question nucléaire. La question nucléaire, a-t-il dit, est le résultat d'une politique profondément hostile menée par les États-Unis depuis plus d'un demi-siècle contre la RPDC. La RPDC n'a pas d'autre choix que de posséder un facteur de dissuasion nucléaire face à la situation dans laquelle, selon lui, les États-Unis l'ont placée en tentant de l'éliminer par la force et en la désignant comme membre de l'«Axe du

mal » et comme cible d'actions nucléaires préventives. La dénucléarisation de la péninsule est l'objectif poursuivi par la RPDC, a souligné M. Choe Su Hon, précisant que son pays était prêt à éliminer son élément de dissuasion nucléaire si les États-Unis renonçaient à leur politique hostile.

Selon le Vice-Ministre des affaires étrangères, le processus de réalisation du principe de « récompense pour le gel », proposé par son pays lors des « Pourparlers à six » (RPDC, République de Corée, Chine, États-Unis, Fédération de Russie et Japon), est de nature à rétablir la confiance entre la RPDC et les États-Unis. Notre gel sera le premier pas vers la voie d'un possible démantèlement nucléaire de la RPDC, suivi par un processus de vérification, a-t-il dit. LA RPDC, a-t-il ajouté, a l'intention d'inclure dans son gel la cessation de la fabrication d'armes nucléaires, leurs tests et leur transfert. Il a estimé que les « pourparlers à six » devaient se poursuivre, mais que la politique hostile menée par États-Unis et les expériences nucléaires clandestines non clarifiées en République de Corée constituaient un obstacle à ces négociations.

M. RADNAABAZARYN ALTANGEREL (Mongolie) a réaffirmé le soutien de son pays aux projets de réforme des Nations Unies et à l'élargissement du Conseil de sécurité, en soulignant la légitimité des aspirations du Japon, de l'Allemagne et de l'Inde à obtenir un siège de membre permanent du Conseil de sécurité. Pour faire du Conseil un organe plus démocratique, il a demandé une révision du droit de veto. Passant en revue les zones de conflit tel que l'Iraq, le Moyen-Orient ou le Soudan, M. Altangerel a souligné l'importance que représentent pour son pays la stabilité de l'Asie du Nord-Est et l'établissement d'une péninsule coréenne exempte d'arme nucléaire. Dans cette perspective, a-t-il ajouté, il serait nécessaire de poursuivre les « Pourparlers à six » (Chine, République populaire démocratique de Corée, République de Corée, Japon, États-Unis et Russie) pour aboutir à une solution négociée et assurer le maintien de la paix. Il s'est félicité de l'adoption de la résolution 1540, un pas significatif, selon lui, vers la réduction de la prolifération des armes de destruction massive.

M. Altangerel a rappelé le rôle central des Nations Unies dans la lutte contre le terrorisme, en soulignant toutefois que cette lutte ne devrait pas occulter celle contre la pauvreté. Dans ce cadre, il a relevé l'importance de tenir les engagements pris au cours du Sommet du Millénaire. Il a salué la Déclaration de New York sur la lutte contre la faim et la pauvreté. Enfin, il s'est réjoui de l'adoption par les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) du cadre de négociation pour le cycle de Doha, et a demandé aux pays développés un traitement spécifique et différencié des pays en développement, pour leur faciliter un accès équitable aux marchés mondiaux.

M. SOMSAVAT LENGSAVAD, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, a souligné les besoins spécifiques des pays en développement enclavés. Rappelant que son pays présidait le groupe des pays en développement enclavés, il s'est félicité de la reconnaissance par la CNUCED de la spécificité de ces « petites économies vulnérables ». Il a souhaité que d'autres organisations prêtent également attention à ces pays, particulièrement l'OMC, dans la mesure où, a-t-il estimé, l'accès de nos produits aux marchés internationaux permettrait de compenser les handicaps géographiques de ces pays. M. Lengsavad a également estimé que le trafic de drogue et la criminalité qu'il engendre restaient une source d'inquiétude pour la communauté internationale. Soulignant que ce fléau ne pouvait être combattu efficacement qu'à travers la coopération internationale, il a estimé que l'action de la République démocratique populaire lao avait permis de progresser vers l'objectif d'élimination totale des cultures d'opium dans le pays d'ici à 2005. Il a appelé la communauté internationale à apporter à son pays son soutien financier pour la prise en charge thérapeutique des personnes dépendantes de l'opium, pour la création d'emplois et pour la mise en place d'infrastructures afin de dissuader les anciens cultivateurs d'opium d'en replanter. Indiquant que son pays allait accueillir cette année le 10<sup>ème</sup> sommet de l'ANASE, M. Lengsavad a souhaité une accélération de l'intégration régionale. Il a par ailleurs soutenu la candidature du Japon, de l'Allemagne et de l'Inde à un siège de membre permanent du Conseil de sécurité.

M. HOR NAMHONG, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale du Cambodge, a affirmé que son pays, avec la formation d'un nouveau gouvernement en juillet dernier et l'adoption de la « Stratégie rectangulaire », avait donné la plus haute priorité à l'édification de la bonne gouvernance fondée sur un développement économique réussi. Soulignant que la réduction de la pauvreté était l'un des principaux défis que la communauté internationale

se devait de relever, il a rappelé que le Cambodge s'était engagé à respecter les Objectifs du Millénaire pour le développement (ODM). Il a par ailleurs souligné que son pays considérait que la question de Taiwan était non seulement vitale pour la Chine, mais aussi pour la région et le monde entier. Il s'est notamment félicité que la dernière tentative de Taiwan d'intégrer des organisations internationales ait échoué et a réaffirmé que Taiwan est une partie intégrale de la Chine. Il a invité les États Membres à soutenir la candidature du Cambodge à un siège du Conseil de sécurité pour la période 2006-2007.

M. RASHID MEREDOV, Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Turkménistan, a affirmé que son pays base sa politique étrangère sur une coopération étroite avec les Nations Unies. Le Turkménistan a pris des mesures pour combattre le terrorisme car la sécurité internationale dépend de la contribution de chaque nation au renforcement de sa stabilité interne, a-t-il précisé. Remerciant les institutions des Nations Unies pour leur coopération, M. Meredov a rappelé que son pays avait adhéré en février dernier à un accord-cadre d'aide au développement. Le Vice-Premier Ministre a réaffirmé par ailleurs que le Turkménistan mettait l'accent sur la garantie des droits de ses citoyens; c'est pourquoi l'adoption d'une résolution relative à la situation des droits de l'homme au Turkménistan, envisagée par la Troisième Commission l'année dernière, à l'initiative de délégués qui n'avaient jamais été sur place, était à son avis inacceptable.

Évoquant l'initiative turkmène de création d'un Conseil consultatif régional des chefs d'État de l'Asie centrale, il a appelé de ses vœux l'établissement d'un Centre des Nations Unies pour la diplomatie préventive. Il a invité une nouvelle fois l'Organisation à appuyer le projet de gazoduc entre le Turkménistan, l'Afghanistan et le Pakistan en élaborant une convention sur le régime et les garanties de fonctionnement des gazoducs transnationaux. Le Vice-Premier Ministre a enfin insisté sur l'importance de protéger l'activité économique en Mer Caspienne, zone riche en gaz et en pétrole, afin d'assurer la stabilité régionale.

Mme BILLIE A. MILLER, Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Barbade, a souligné l'importance de réformer les Nations Unies, à une période où sa légitimité a souvent été remise en cause. Elle a notamment plaidé pour un Conseil de sécurité plus représentatif de l'ensemble des pays membres, aux méthodes plus transparentes et au processus de décision plus démocratique. Mais la réforme, a-t-elle expliqué, ne peut se limiter aux Nations Unies; elle doit s'étendre à l'ensemble des organisations multilatérales, a ajouté Mme Miller. La Ministre des affaires étrangères de la Barbade a également souhaité que s'établisse une coopération internationale en matière fiscale, sous l'égide des Nations Unies. Rappelant l'importance du commerce dans le défi du développement durable, Mme Miller a estimé que les règles commerciales devaient prendre en compte les vulnérabilités et besoins des petits États. Elle a notamment souligné que pour les petits États insulaires –dont la Barbade– ces vulnérabilités comprenaient les catastrophes naturelles (les ouragans particulièrement). Évoquant les dégâts récemment causés dans la région des Caraïbes par l'ouragan Ivan, elle a estimé que pour de nombreux pays en développement, ce genre de catastrophe constituait un obstacle majeur à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, et a invité l'Assemblée générale à en tenir compte. Par ailleurs, Mme Miller a rappelé le soutien de son pays envers Haïti, qui traverse une crise humanitaire et politique. Elle a également tenu à exprimer son inquiétude à l'égard de Cuba, estimant que les mesures d'isolement auxquelles était soumis le pays ne généreraient aucun changement.

M. MARWAN MUASHER, Ministre des affaires étrangères de la Jordanie, a rappelé que le Sommet des États arabes qui s'était réuni à Tunis avait adopté un document dans lequel les participants soulignaient la nécessité de renforcer la démocratisation et de renforcer leurs efforts pour améliorer leur fonctionnement dans les domaines politique, économique, social et de l'éducation. Il a indiqué que dans ce cadre, son gouvernement s'efforçait de consolider le partenariat entre les secteurs public et privé. Toutefois, a-t-il dit, les réformes entreprises en Jordanie ne pourront pas être couronnées de succès sans le soutien de la communauté internationale. Et le statu quo dans la région fait obstacle à tous les efforts de réformes au Moyen-Orient.

En ce qui concerne le conflit israélo-palestinien, il a estimé que le lancement de tout processus politique sérieux nécessitait une action immédiate de la part de l'ensemble des parties pour mettre un terme à la violence et à toutes les formes de meurtres de civils. Il a souligné l'importance, plus aujourd'hui encore que jamais, de la mise en place d'un mécanisme de contrôle efficace par le Quatuor (États-Unis,

Fédération de Russie, Union européenne et Nations Unies) afin de s'assurer que toutes les parties remplissent leurs obligations mutuelles. M. Muasher a également souligné la nécessité du respect et de l'application des décisions de la Cour internationale de Justice (CIJ), laquelle, dans un avis consultatif, a déclaré illégale la construction par Israël d'un mur dans les territoires occupés. Le mur de séparation menace la sécurité nationale de la Jordanie, a-t-il indiqué. Le mur n'est pas seulement un obstacle à l'établissement d'un État palestinien indépendant viable, il partage en outre la Cisjordanie en trois sections isolées les unes des autres. Le Ministre a réaffirmé son engagement à l'égard de l'Initiative de paix adoptée par le Sommet arabe de Beyrouth en 2002 pour mettre fin au conflit arabo-israélien. Il s'est par ailleurs félicité de la création d'un Gouvernement intérimaire et de la restauration de la souveraineté en Iraq. M. Muasher, qui a condamné tous les actes de violence et les meurtres de civils, a appelé tous les États à fournir à l'Iraq toute l'assistance nécessaire pour lui permettre d'achever sa reconstruction démocratique.

M. SURAKIART SATHIRATHAI, Ministre des affaires étrangères de la Thaïlande, a estimé que les Nations Unies traversaient aujourd'hui une « crise existentielle ». « L'ONU est la création de ses membres », a-t-il déclaré, « en exigeant plus de l'ONU, nous devons aussi être plus exigeants envers nous-mêmes ». Selon lui, la création de blocs régionaux et sous-régionaux est plus que jamais nécessaire, afin de renforcer les fondations multilatérales des Nations Unies. Il a cité en exemple, dans sa région, l'ANASE, ainsi que la Stratégie de coopération économique, qui regroupe la Thaïlande et ses voisins du Cambodge, du Laos, du Myanmar et du Vietnam, ou encore la Communauté Est Asiatique, qui comprend, outre les 10 pays membres de l'ANASE, le Japon, la Chine et la République de Corée. La Thaïlande, a-t-il indiqué, est à l'origine de la création, en juillet dernier, d'une organisation réunissant les sept pays de la Baie du Bengale, ainsi que de la mise en place, il y a deux ans et demi, du Dialogue de coopération d'Asie qui, avec ses 25 membres, est le premier forum de développement panasiatique. C'est en construisant ces ensembles régionaux que l'on apprend à vivre avec nos différences, a-t-il estimé et que l'on cimente le système multilatéral. M. Sathirathai a estimé que le multilatéralisme était le meilleur moyen d'assurer la sécurité et le développement, ajoutant que la sécurité d'État et la sécurité humaine étaient les deux faces d'une même pièce et devaient toujours aller de pair. Il a salué à cet égard la naissance du Réseau de sécurité humain, créé à l'occasion de la 15<sup>ème</sup> Conférence internationale sur le sida, en juillet dernier à Bangkok, et dont la Thaïlande assurera la présidence en 2005-2006. C'est dans la même optique, a-t-il indiqué, que doit être abordée la question des mines anti-personnel, qui est aussi bien, selon lui, un problème humanitaire qu'un problème de développement. Il a remercié à cette occasion la Banque mondiale pour son soutien aux États parties de la Convention pour l'interdiction des mines.

M. MAMADY CONDE, Ministre des affaires étrangères de la République de Guinée, s'est félicité des règlements de conflits intervenus récemment aux frontières de son pays. Il a salué la mise en place d'un gouvernement de transition au Libéria, la stabilité de la situation en Sierra Leone, tout en demandant que des forces de sécurité assurent la relève de la MINUSIL et que les anciens combattants soient réintégrés dans ce pays. Il a par ailleurs rappelé que la Guinée avait souffert de tels conflits et appelé la communauté internationale à bien vouloir lui consentir une aide financière, économique et humanitaire pour faire face à la gestion prolongée de centaines de milliers de réfugiés. M. Conde s'est également dit préoccupé par la persistance du commerce des armes légères illicites, des activités mercenaires, du recrutement d'enfants soldats ou du pillage de ressources naturelles. Il a d'ailleurs exhorté le groupe de travail chargé de négocier un instrument international permettant de déterminer l'origine des armes à obtenir un accord immédiatement applicable dans ce domaine.

Évoquant l'adoption de la déclaration du Sommet du Millénaire, M. Conde a rappelé que les objectifs énoncés ne pourraient être appliqués que grâce à un partenariat mondial en faveur du développement et s'est dit convaincu que « l'évaluation de la mise en oeuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement, en 2005, permettrait d'apporter les corrections et l'impulsion nécessaires ». À ce sujet, il a enjoint la communauté internationale à augmenter l'aide publique au développement, alléger la dette, permettre un meilleur accès aux marchés et profiter de la session de l'Assemblée générale pour confirmer sa volonté politique de surmonter l'échec de Cancun et faire aboutir les négociations du Cycle de développement de Doha.

M. KOSTYANTYN GRYSHCENKO, Ministre des affaires étrangères d'Ukraine, a jugé essentiel de se concentrer sur la priorité que constitue le terrorisme. Une nouvelle culture de coopération internationale est nécessaire, a-t-il affirmé, appelant à la mise en place d'un système d'échange d'informations et à l'adoption d'une approche large pour combattre le terrorisme à la racine. Rappelant que

l'Ukraine fait partie des forces de stabilisation en Iraq, il s'est félicité de l'établissement d'un régime de transition et a souligné l'importance de la tenue d'élections dans ce pays. Le Ministre a insisté sur le rôle dévolu aux Nations Unies dans la reconstruction de l'Iraq puis il a souligné le besoin de réformer les institutions de l'Organisation en élargissant la représentativité du Conseil de Sécurité. L'Ukraine attache la plus grande importance à l'attribution d'un siège non permanent supplémentaire au groupe des pays d'Europe de l'est, a-t-il ajouté. Il a ensuite souligné la nécessité de renforcer l'autorité des Nations Unies en augmentant leur implication dans la résolution et surtout dans la prévention des conflits. Après avoir évoqué les conflits encore non résolus en Europe de l'est, M. Gryshchenko a rappelé que l'Ukraine est l'un des principaux contributeurs aux opérations de maintien de la paix et il s'est déclaré préoccupé par le danger grandissant que court leur personnel. Il a précisé que le rôle des Nations Unies devait également être renforcé dans le domaine de la non prolifération et du désarmement. Il a ensuite souligné le danger représenté par le sida et a précisé que son pays venait d'adhérer à la Convention des Nations Unies contre le crime organisé transnational, mettant l'accent sur la lutte contre le trafic d'êtres humains. Il a conclu en rappelant que le G-7 s'était engagé en 1995 à financer la construction d'un nouveau confinement de sécurité dans la centrale de Tchernobyl.

M. MAMADOU BAMBA, Ministre des affaires étrangères de la Côte d'Ivoire, a remercié Kofi Annan pour l'initiative qu'il a prise le 6 juillet dernier, en marge du Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba, pour sortir la Côte d'Ivoire d'une « impasse dangereuse ». Depuis le Sommet d'Accra, du 29 juillet, le Gouvernement de réconciliation nationale a repris ses activités, s'est-il félicité. Il a également indiqué que plusieurs textes législatifs avaient été adoptés, d'autres étant encore en discussion, comme la révision de la Constitution relative aux critères d'éligibilité à la Présidence de la République. Il a salué la volonté de paix « manifeste » au plan militaire, illustrée, selon lui, par la reprise des rencontres entre les Forces armées nationales et les Forces nouvelles et par la tenue de rencontres sportives entre les deux parties. Concernant les « présumées violations des droits de l'homme », M. Bamba a assuré de la coopération du Gouvernement ivoirien les deux Commissions internationales d'enquête, l'une portant sur les 25 et 26 mars, l'autre sur la période depuis le 19 septembre 2002. Il a souhaité que cette dernière fasse la lumière sur toutes les allégations de violations des droits de l'homme, « y compris celles perpétrées récemment à Korhogo », a-t-il précisé. « Nous prenons un nouveau départ », a estimé le Ministre ivoirien des affaires étrangères, indiquant que son pays comptait sur « l'appui constant de la communauté internationale ». Il a par ailleurs souhaité une révision à la baisse de l'indice de sécurité de l'ONU concernant son pays, qui ne facilite pas, a-t-il fait remarquer, l'ouverture de négociations avec les institutions financières internationales, pourtant nécessaires à la mise en oeuvre du programme de reconstruction nationale et notamment de démobilisation, désarmement et réintégration (DDR).

M. CHIRAU ALI MWAKWERE, Ministre des affaires étrangères du Kenya, a déclaré que son pays soutenait les efforts pour réorganiser les Nations Unies afin de rendre l'Organisation plus efficace. Il a estimé que ces efforts de revitalisation devaient permettre de réaffirmer le rôle de l'Assemblée générale en tant qu'organe prééminent de prise de décisions, comme l'envisageait la Charte. Le Conseil de sécurité, a-t-il ajouté, devrait être élargi de manière à mieux refléter la liste des pays actuellement membres de l'Organisation, et son mode de fonctionnement devrait être rendu plus démocratique. M. Mwakwere a également tenu à attirer l'attention de l'Assemblée sur la problématique des mines antipersonnel et la prolifération d'armes de petit calibre.

Estimant que la paix et la sécurité internationales étaient indissociables du développement durable, le Ministre des affaires étrangères du Kenya a souligné que son pays présidait, dans le cadre de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), le processus de paix du Soudan méridional ainsi que le processus de réconciliation somalienne. Concernant le Soudan, M. Mwakwere a estimé qu'un accord de paix était « à portée de main », et espéré que les événements du Darfour ne remettraient pas en cause les progrès accomplis. Concernant la Somalie, il a déclaré qu'un président devrait être élu le mois prochain, et que l'on espérait qu'un gouvernement fédéral serait mis en place d'ici la fin de l'année. Par ailleurs, M. Mwakwere a affirmé que l'Afrique subsaharienne aurait du mal à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement d'ici 2015, et a enjoint les pays développés à consacrer 0,7% de leur produit national brut à l'aide officielle au développement.

M. LE CONG PHUNG, Vice-Ministre des affaires étrangères du Viet Nam, a déploré que « la fenêtre d'opportunité pour le développement économique et l'intégration pour les pays en développement diminue et que l'écart entre pays riches et pays pauvres s'accroisse ». Dans cet ordre d'idées, il a déploré

que les dépenses militaires l'année dernière aient été 10 fois plus importantes que le montant total des aides au développement. Il a appelé les pays développés à bien verser 0,7% de leur PIB pour l'aide publique au développement mais aussi à permettre de meilleures conditions d'accès aux marchés. Il a rappelé l'engagement de son pays en faveur de la coopération Sud-Sud et, dans ce cadre, s'est félicité de l'initiative de la NEPAD.

Sur le plan économique, M. Phung a critiqué les mesures protectionnistes imposées sur certains produits vietnamiens, en rappelant qu'elles étaient contraires aux règles du commerce international. Il a encouragé les investisseurs à venir s'implanter au Viet Nam en précisant que ces dix dernières années le pays avait connu une croissance moyenne de 7,4% et vu le nombre de pauvres réduire de moitié. Il s'est réjoui de la coopération régionale mise en œuvre au sein de l'ASEAN et des projets de mise en place de zones de libre échange entre l'ASEAN et la Chine, le Japon et la République de Corée mais aussi des projets de relations économiques privilégiées avec les États-Unis, l'Union européenne, la Russie et l'Inde. Il s'est par ailleurs félicité qu'Hanoï accueille le mois prochain le cinquième Sommet Europe-Asie. Il a enfin demandé à obtenir un siège non permanent au Conseil de Sécurité pour l'année 2008/2009.

\* \*\*\* \*